



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :**

Bid Receiving/Réception des soumissions

Procurement Hub | Centre d'approvisionnement
Fisheries and Oceans Canada | Pêches et
Océans Canada
200 Kent Street | 200 rue Kent
Ottawa, ON, K1A 0E6

Email / Courriel :

clara.ventura@dfo-mpo.gc.ca

Cc:

DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

Proposal to: Fisheries and Oceans Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods and services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition à : Pêches et Océans Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux appendices ci-jointes, les biens et les services énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Title / Titre Services d'éducation et de coordination des programmes, du volet à la mer dans la région de la rivière Campbell		Date Le 7 octobre 2022
Solicitation No. / N° de l'invitation 30003164		
Client Reference No. / No. de référence du client(e) 30003164		
Solicitation Closes / L'invitation prend fin At / à : 14h00 / 2 :00 P.M. EDT (Eastern Daylight Time) / HAE (Heure Avancée de l'Est) On / le : 25 octobre 2022 / October 25, 2022		
F.O.B. / F.A.B. Destination	Taxes See herein — Voir ci-inclus	Duty / Droits See herein — Voir ci-inclus
Destination of Goods and Services / Destinations des biens et services See herein — Voir ci-inclus		
Instructions See herein — Voir ci-inclus		
Address Inquiries to :/Adresser toute demande de renseignements à : Clara Ventura – Agente des marchés Clara.Ventura@dfo-mpo.gc.ca Email / Courriel: DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca		

Delivery Required / Livraison exigée See herein — Voir en ceci	Delivery Offered / Livraison proposée
Vendor Name, Address and Representative / Nom du vendeur, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. / No. de téléphone	Facsimile No. / No. de télécopieur
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor (type or print) / Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	4
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	4
1.3 COMPTE RENDU	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	5
2.4 LOIS APPLICABLES.....	6
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	11
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	11
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	13
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	13
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	13
5.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	15
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	18
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	18
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	18
6.4 DURÉE DU CONTRACT	19
6.5 LES AUTORITÉS	20
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	21
6.7 PAIEMENT	21
6.8. INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	22
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	22
6.10 LOIS APPLICABLES.....	23
6.11 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN).....	23
6.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	23
6.13 ASSURANCE - AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE	23
6.14 REMPLACEMENT D'INDIVIDUS SPÉCIFIQUES	23
6.15 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	23
6.16 CONSIDÉRATIONS D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL	24
ANNEXE «A» ÉNONCÉ DES TRAVAUX	25
ANNEXE 1- PORTÉE DES TRAVAUX	30
ANNEXE 1A - GLOSSAIRE	34
ANNEXE 1B - DISTRICT SCOLAIRE	35
ANNEXE «B» BASE DE PAIEMENT	36



ANNEXE «C» CRITÈRES D'ÉVALUATION 38



PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité, **escorte requise sur les sites du MPO :**

- Ni le fournisseur ni quelque personne que ce soit qui est affecté à des travaux relatifs au contrat ou de l'entente NE DOIT avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS.
- Ni le fournisseur ni quelque personne affectée à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIT avoir accès sans escorte aux zones d'accès restreint des installations de Pêches et Océans Canada ou aux navires de la Garde côtière canadienne.
- Le fournisseur et toutes les personnes affectées à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIVENT retirer aucun renseignement ou bien PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ des sites du MPO.
- Aucun contrat de sous-traitance ou entente au tiers ne peut être octroyé sans l'obtention préalable de la permission écrite de l'autorité contractante (AC), c'est à dire qu'une nouvelle

1.2 Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont détaillés sous l'article 6.2 des clauses du contrat éventuel.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit ou par téléphone.



PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Dans la mesure où le présent contrat est conclu avec Pêches et Océans Canada (MPO), toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux ou à TPSGC ou à son ministre contenue dans toute modalité, condition ou clause de la présente demande de soumission, y compris les clauses du guide des CCUA incorporées par renvoi doivent être interprétées comme des références à Pêches et Océans Canada ou à son ministre.

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2022-03-29) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

- a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#). Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms. »

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de MPO ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **5 jours civils** avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif »



vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur de la **Colombie-Britannique**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.



PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande au soumissionnaire d'envoyer **toutes** ses soumissions par **courriel** en sections sauvegardées séparément comme suit **avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions à l'adresse indiquée** :

Section I : **Soumission technique** (une copie en format PDF)

Section II : **Soumission financière** (une copie en format PDF)

Section III : **Attestations** (une copie en format PDF)

Remarque importante :

La taille maximale par courriel (pièces jointes comprises) est limitée à 10 Mo. Au-delà de cette limite, le MPO pourrait ne pas recevoir votre courriel. Nous vous suggérons de comprimer le courriel pour garantir l'envoi. Les soumissionnaires sont tenus de transmettre leur proposition et de prévoir suffisamment de temps pour que le MPO la reçoive avant la fin de la période indiquée dans l'appel d'offres. Les courriels avec des liens vers des documents de soumission ne seront pas acceptés.

Le MPO ne sera pas responsable des échecs attribuables à la transmission ou à la réception du courriel de soumission. Le MPO transmettra un courriel de confirmation aux soumissionnaires une fois la proposition reçue.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section I : **Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : **Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement de l'annexe « B »

Section III : **Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.



PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 – BARÈME DE PRIX

Le soumissionnaire doit remplir le présent barème des prix et l'inclure dans son offre financière.

Les données volumétriques figurant dans le présent barème des prix sont fournies uniquement à des fins d'établissement du prix évalué de la soumission. On ne doit pas les considérer comme une garantie contractuelle. Leur inclusion dans le barème de prix ne signifie pas que le Canada s'engage à ce que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions corresponde à ces données. .

Dans le cadre d'un contrat subséquent, le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance qui pourraient devoir être engagés par l'entrepreneur en cas de transfert des ressources nécessaires pour répondre à ses obligations contractuelles.

Définition de journée de travail et du prorata

Une journée de travail correspond à 7,5 heures, sans compter les pauses repas. Les paiements seront effectués pour les journées réellement travaillées; il n'y a pas de dispositions concernant les congés annuels, les jours fériés et les congés de maladie. Les heures travaillées qui représentent plus ou moins une journée seront calculées au prorata pour indiquer les heures réellement travaillées conformément à la formule suivante :

$$\text{(Heures travaillées} \times \text{tarif journalier ferme)} \div 7,5 \text{ heures}$$

- i. Tous les membres du personnel proposé doivent être en mesure de travailler en dehors des heures normales pendant la durée du contrat.
- ii. Aucune heure supplémentaire ne sera autorisée dans le cadre du contrat. Toutes les heures travaillées seront rémunérées selon le paragraphe ci-dessus.

1.0 Honoraires

L'entrepreneur sera payé à un tarif fixe tout inclus comme suit :

Pour la prestation de tous les services professionnels et de tous les coûts connexes (y compris le kilométrage, le carburant, l'hébergement et les frais de traversier) nécessaires à l'exécution des travaux requis.

Table A : 1^{er} décembre 2022 – 31 juillet 2023

A Période initiale du contrat : 1^{er} décembre 2022 – 31 juillet 2023				
N°	Activité	Estimation * du niveau maximal d'effort (heures)	Taux horaire	Coût total maximal tout inclus
1.	Programme d'incubation en salle de classe	200	\$	_____ \$
2.	Perfectionnement professionnel/Scolarité Relations et liaison avec la communauté	36		_____ \$
3.	Exécution du programme des cours d'eau à la mer	90		_____ \$
4.	Activités régionales	36		_____ \$
Total partiel				_____ \$



* L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

Table B : 1^{er} août 2022 – 31 juillet 2024

B Année de prolongation 1 : 1^{er} août, 2023 – 31 juillet 2024				
No.	Activité	Estimation* du niveau maximal d'effort (heures)	Taux horaire	Coût total maximal tout inclus
1.	Programme d'incubation en salle de classe	300	_____ \$	_____ \$
2.	Perfectionnement professionnel/Scolarité Relations et liaison avec la communauté	55		_____ \$
3.	Exécution du programme des cours d'eau à la mer	135		_____ \$
4.	Activités régionales	55		_____ \$
Total partiel				_____ \$

* L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

Table C : 1^{er} août, 2024 – 31 juillet 2025

C Année de prolongation 2 : 1^{er} août, 2024 – 31 juillet 2025				
No.	Activité	Estimation* du niveau maximal d'effort (heures)	Taux horaire	Coût total maximal tout inclus
1.	Programme d'incubation en salle de classe	300	_____ \$	_____ \$
2.	Perfectionnement professionnel/Scolarité Relations et liaison avec la communauté	55		_____ \$
3.	Exécution du programme des cours d'eau à la mer	135		_____ \$
4.	Activités régionales	55		_____ \$
Total partiel				_____ \$



* L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

Pour évaluation seulement	Prix total évalué
Table A \$ _____ + Table B \$ _____ + Table C \$ _____ =	\$ _____



PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Se référer à l'annexe «C»

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Se référer à l'annexe «C»

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CUA* [A0222T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix-soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

4.2.1 Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de **50 points** exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte **90 points**
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70% sera accordée au mérite technique et une proportion de 30% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70 %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30 %.



6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection			
Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)			
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale	115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission	55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 70 = 59.63$	$89/135 \times 70 = 46.15$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24.55$	$45/50 \times 30 = 27.00$
Note combinée	84.18	73.15	77.70
Évaluation globale	1er	3ième	2ième



PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social](#)



[Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [A3005T](#) (2010-08-16) Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.2 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16) Études et expérience

5.2.3.3 Liste des noms pour le formulaire de vérification de l'intégrité

Les soumissionnaires doivent remplir la Liste de noms pour le formulaire de vérification de l'intégrité qui se trouve dans la pièce jointe 2 de la partie 5.

5.2.3.4 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

5.2.3.5 Renseignements supplémentaires sur l'entrepreneur

Suivant l'alinéa 221(1)d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les paiements effectués par les ministères et les organismes aux termes des marchés de services pertinents (y compris des contrats englobant une combinaison de produits et de services) doivent être déclarés sur un feuillet T4-A supplémentaire.

Pour permettre au ministère des Pêches et des Océans de se conformer à la présente exigence, l'entrepreneur convient ici de fournir les renseignements suivants qu'il atteste être exacts et complets et qui divulguent entièrement son identité :

- a) le nom du particulier ou la raison sociale de l'entité, selon le cas (le nom associé au numéro d'assurance sociale (NAS) ou la raison sociale associée au numéro d'entreprise (NE)), de même que son adresse et son code postal :

- b) le statut de l'entrepreneur (particulier, entreprise non constituée en corporation, corporation ou société en nom collectif) :



- c) pour les particuliers et les entreprises non constituées en corporation, le NAS de l'entrepreneur et, s'il y a lieu, le NE ou, le cas échéant, le numéro d'inscription aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS)/la taxe de vente harmonisée (TVH):
-
- d) pour les corporations, le NE ou, s'il n'est pas disponible, le numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH. S'il n'y a pas de NE ou de numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH, il faut fournir le numéro indiqué sur le formulaire de déclaration de revenus des sociétés T2 :
-

5.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.



Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

L'attestation suivante doit être signée par l'entrepreneur ou un dirigeant autorisé de l'entrepreneur :

J'atteste que j'ai examiné les renseignements fournis ci-dessus et qu'ils sont exacts et complets.

Signature

Nom du signataire en caractères d'imprimerie



PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 5 LISTE DE NOMS POUR LE FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ

Exigences

L'article 17 de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) (la Politique) exige que les fournisseurs, peu importe leur situation au titre de la politique, présentent une liste de noms avec leurs offres ou leurs soumissions. La liste requise diffère selon la structure organisationnelle du soumissionnaire ou de l'offrant :

- Les fournisseurs, y compris les coentreprises incorporées ou non, doivent fournir une liste complète des noms de tous les administrateurs actuels.
- Les entreprises privées doivent plutôt présenter une liste de noms de tous les propriétaires de la société.
- De même, les fournisseurs soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise incorporée ou non, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires
- Les fournisseurs soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms

Les fournisseurs peuvent utiliser le présent formulaire pour fournir la liste de noms requise avec leurs soumissions ou leurs offres. À défaut de présenter une liste de noms avec une offre ou une soumission, lorsque requis, ladite offre ou soumission sera jugée non-conforme, ou le fournisseur sera disqualifié et ne pourra pas obtenir un contrat ou conclure une entente immobilière avec le Canada. Veuillez consulter le document [Bulletin d'information : Renseignements devant être soumis avec une soumission ou une offre](#) pour obtenir de plus amples renseignements.

Liste de noms pour le formulaire de [vérification de l'intégrité](#)



PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité. **escorte requise sur les sites du MPO :**

- Ni le fournisseur ni quelque personne que ce soit qui est affecté à des travaux relatifs au contrat ou de l'entente NE DOIT avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS.
- Ni le fournisseur ni quelque personne affectée à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIT avoir accès sans escorte aux zones d'accès restreint des installations de Pêches et Océans Canada ou aux navires de la Garde côtière canadienne.
- Le fournisseur et toutes les personnes affectées à des travaux relatifs au contrat ou à l'entente NE DOIVENT retirer aucun renseignement ou bien PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ des sites du MPO.
- Aucun contrat de sous-traitance ou entente au tiers ne peut être octroyé sans l'obtention préalable de la permission écrite de l'autorité contractante (AC), c'est à dire qu'une nouvelle LVERS doit être traitée au même titre que le contrat initial.

6.2 Énoncé des Travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «A».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Dans la mesure où le présent contrat est conclu avec Pêches et Océans Canada (MPO), toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux ou à TPSGC ou à son ministre contenue dans toute modalité, condition ou clause du présent contrat, y compris les clauses du guide des CUA incorporées par renvoi doivent être interprétées comme des références à Pêches et Océans Canada ou à son ministre

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

6.3.1.1 [2010B](#) (2022-01-28), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.1.2 Le paragraphe 10 des Conditions générales [2010B](#) (2022-01-28): services professionnels (complexité moyenne) – Présentation des factures, est modifié comme suit :

Supprimer : 2010B (2013-03-21) Présentation des factures



Insérer : **Présentation des factures**

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur à l'adresse suivante DFO.invoicing-facturation.MPO@DFO-MPO.gc.ca Cc.: (*à insérer a l'attribution du contrat*). L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
 - a. Le nom de l'entrepreneur et l'adresse physique pour le versement.
 - b. Le numéro d'entreprise de l'ARC ou le numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) de l'entrepreneur.
 - c. La date de facturation.
 - d. Le numéro de facture.
 - e. Le montant de la facture (ventilé entre les montants de poste et les montants de taxe).
 - f. La devise de facturation (si la facture n'est pas établie en dollars canadiens).
 - g. Le numéro de référence du MPO (numéro du bon de commande ou autre numéro de référence valide).
 - h. Le nom de la personne-ressource du MPO (employé du MPO qui a passé la commande ou à qui les marchandises ont été envoyées. **Remarque** : La facture sera renvoyée à l'entrepreneur si ces renseignements ne sont pas communiqués).
 - i. La description des biens ou des services fournis (fournir les détails des dépenses (comme l'article, la quantité, l'unité de délivrance, les tarifs horaires fermes de main-d'œuvre et le niveau d'effort, les contrats de sous-traitance, selon le cas) conformément à la base de paiement, taxes applicables en sus.
 - j. Les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu.
 - k. Le report des totaux, s'il y a lieu.
 - l. Le cas échéant, le mode d'expédition ainsi que la date, les numéros de caisses ainsi que les numéros de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous autres frais supplémentaires.
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondants émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

6.4 Durée du Contract

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir du 1^{er} decembre, 2022 jusqu'au 31 juillet, 2023 inclusivement.



6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) de une (1) année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 15 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5 Les Autorités

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Clara Ventura
Titre : Agente des marchés
Department: Pêches et Océans Canada
Directorate: Services du matériel et des acquisitions
Adresse : 200 rue Kent, Ottawa, ON K1A 0E6
Téléphone : 613-203-4981

Courriel : clara.ventura@dfo-mpo.gc.ca
DFOTenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet *(inclus à l'attribution du contrat)*

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements



peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur *(inclus à l'attribution du contrat)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut, en tant qu'ancien fonctionnaire recevant une pension versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique \(LPFP\)](#), l'entrepreneur a convenu que cette information sera déclarée sur les sites Web des ministères dans le cadre des rapports publiés sur la divulgation proactive, conformément à [l'Avis sur la Politique des marchés: 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement - Taux fixe basé sur le temps

L'entrepreneur sera payé pour les travaux exécutés, conformément à la base de paiement à l'annexe "B", jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ *(à insérer à l'attribution du contrat)*. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ *(à insérer à l'attribution du contrat)*. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
- b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour



l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.7.3 Modalités de paiement

6.7.3.1 Paiement mensuel

Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.7.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat;
- b. Dépôt direct (national et international) ;

6.8. Instructions relatives à la facturation

6.8.1 Les paiements seront effectués à condition que:

Les factures **doivent** être envoyées par courriel aux comptes créditeurs du MPO à l'adresse électronique indiquée ci-dessous :

Courriel : DFO.invoicing-facturation.MPO@DFO-MPO.gc.ca

Cc.: (*à insérer à l'attribution du contrat*)

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9.2 Attestations – Contrat

Clause CCUA [A3015C](#) (2014-06-26), Attestations – Contrat



6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur de la **Colombie-Britannique**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

6.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a. les articles de la convention;
- b. les conditions générales supplémentaires [2010B](#) (2022-01-28); Conditions générales : services professionnels (complexité moyenne)
- c. Annexe A, Énoncé des travaux;
- d. Annexe B, Base de paiement;
- e. Annexe C, Critères d'évaluation
- f. la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*à insérer à l'attribution du contrat*)

6.13 Assurance - aucune exigence particulière

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

6.14 Remplacement d'individus spécifiques

CCUA Guide des clauses - [A7017C](#) (2008-05-12), Remplacement d'individus spécifiques

6.15 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.



- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

6.16 Considérations d'ordre environnemental

Dans le cadre de la politique canadienne en vertu de laquelle les ministères et organismes fédéraux doivent prendre les mesures nécessaires pour acheter des produits et des services dont l'empreinte sur l'environnement est moins importante que celle des produits et des services traditionnellement achetés, les offrants doivent tenir compte des points suivants :

a. En matière de consommation de papier :

- Fournir et transmettre les ébauches de rapports, les rapports finaux et les soumissions format électronique. Si des documents papier sont requis, ceux-ci devront être imprimés recto verso en noir et blanc, à moins d'indication contraire de l'utilisateur désigné.
- Imprimés sur du papier avec une teneur minimale en matières recyclées de 30 % et/ou certifié, comme provenant d'une forêt à gestion durable.
- Recycler les documents imprimés qui ne servent plus (en se conformant aux exigences relatives à la sécurité).

b. En matière d'exigences relatives aux déplacements :

- On encourage l'offrant à utiliser, dans la mesure du possible, la vidéoconférence ou la téléconférence afin de réduire les déplacements inutiles au minimum.
- Utilisations d'établissements ayant une cote écologique : les offrants sous contrat avec le gouvernement du Canada peuvent accéder au [répertoire d'hébergement de TPSGC](#), lequel contient une liste d'établissements ayant une cote écologique. Au moment de chercher un lieu d'hébergement, les offrants peuvent chercher des établissements ayant une cote écologique. Ces établissements sont identifiées par une clé verte ou une feuille verte et honorent le tarif accordé aux offrants.
- Utiliser le transport en commun ou un moyen de transport vert, dans la mesure du possible.



ANNEXE «A» ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Services d'éducation et de coordination des programmes du volet à la mer dans la région de la rivière Campbell: la zone de la côte sud : Vallée de Comox (DS 71), Rivière Campbell (DS 72), Rivière Campbell Francophone (DS 93)

CONTEXTE

Le Programme de mise en valeur des salmonidés (PMVS) de Pêches et Océans Canada (MPO) offre un enseignement officiel, connu sous le nom de programme des cours d'eau à la mer. Celui-ci vise à amener les élèves de la maternelle jusqu'à la 12^e année, de même que les Premières Nations, les communautés locales et les parties externes, à participer à des activités de pêche coopérative et d'intendance des bassins hydrographiques.

Pêches et Océans Canada cherche des entrepreneurs qui offrent des services de prestation et de coordination dans le cadre du programme des cours d'eau à la mer.

SERVICES REQUIS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Pêches et Océans Canada exige que les entrepreneurs fournissent des services de prestation et de coordination dans le cadre du programme des cours d'eau à la mer, selon les définitions du conseiller communautaire pour:

- Vallée de Comox (DS 71),
- Rivière Campbell (DS 72),
- Rivière Campbell Francophone (DS 93)

Les services de prestation et de coordination pour le programme des cours d'eau à la mer doivent être offerts tout au long de l'année scolaire. Les services de prestation et de coordination seront particuliers à chaque zone géographique et seront définis en fonction des détails du plan de travail qui seront élaborés à partir des renseignements fournis à **l'annexe 1 (Portée des travaux)**. L'entrepreneur devra collaborer avec le ou les conseillers communautaires, pour assurer la prestation et la coordination du programme des cours d'eau à la mer dans les écoles et auprès des groupes communautaires locaux. Le travail consistera à coordonner et aider l'installation des incubateurs (aquariums) dans les salles de classe, à livrer les œufs de saumon aux écoles et à offrir des séances de formation en classe, lesquelles pourraient porter notamment sur le cycle de vie du saumon, la dissection de poissons, les écosystèmes aquatiques et les besoins du saumon en matière d'habitat, la durabilité environnementale pour les besoins du saumon, la migration du cours d'eau jusqu'à la mer et autres enseignements sur le saumon propres à la région. L'entrepreneur devra offrir des services de dépannage et d'entretien pour les aquariums dans les écoles et devra élaborer et mettre en œuvre un programme de relâchement des alevins au printemps pour les écoles participantes ou collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce programme. Dans certains cas, l'entrepreneur pourrait participer au transport de salmonidés adultes et juvéniles vivants, et au frai du stock de reproduction.

Le programme des cours d'eau à la mer vise à établir des possibilités de collaboration pour les parties de l'extérieur. Il se peut que l'entrepreneur doive établir et faciliter de telles possibilités de collaboration avec les communautés locales, les Premières nations et les groupes communautaires.



Les activités générales du contrat comprennent entre autres les suivantes :

- **Programme d'incubation en salle de classe** : Voir au maintien du programme d'incubation dans les salles de classe du MPO. Ce programme comporte diverses responsabilités et activités, notamment offrir un soutien technique, fournir l'équipement et les fournitures requis, coordonner la livraison des œufs avec les écloseries locales, tenir des dossiers exacts sur tous les œufs transférés et les alevins relâchés et coordonner l'équipement.
- **Programmes/Activités sur place** : Offrir des séances de formation sur place à des groupes d'enseignants, pour les renseigner sur les ressources pédagogiques offertes par Pêches et Océans Canada; présenter des exposés professionnels aux enseignants pour les renseigner sur l'information et le matériel disponibles et leur indiquer comment utiliser et obtenir ces ressources.
- **Programme de marquage de collecteurs d'eaux pluviales (PMCEP)** : Coordonner le marquage, par des groupes de jeunes, des collecteurs d'eaux pluviales au moyen d'un symbole (poisson jaune), pour rappeler aux citoyens que les polluants qui sont déversés dans les collecteurs se retrouvent dans les bassins hydrographiques où vivent des poissons, et offrir une formation, de l'équipement et un soutien logistique à tous les groupes qui s'intéressent à ce programme de marquage.
- **Équipe responsable des programmes d'éducation pour le secteur de la côte Sud** : Formuler, de concert avec l'équipe responsable des programmes éducatifs pour le secteur de la côte Sud de Pêches et Océans Canada, des recommandations sur les modifications à apporter au plan de prestation des programmes éducatifs, examiner les ressources d'apprentissage proposées, et évaluer et mettre à jour le plan de prestation des programmes éducatifs pour le secteur de la côte Sud.

PRÉCAUTIONS ET PROTOCOLE EN MATIÈRE DE SANTÉ

Le MPO s'engage à assurer la santé et la sécurité de ses employés, de ses entrepreneurs, de leurs familles et des collectivités qu'il sert et dans lesquelles il réside. Veuillez consulter régulièrement les autorités de santé publique pour vous assurer que les conseils médicaux les plus à jour sont utilisés et vous renseigner sur la prévention des maladies transmissibles. Examinez et respectez toutes les instructions et directives locales, provinciales, territoriales et communautaires spécifiques à la zone géographique des installations, surtout s'il s'agit d'une zone où le niveau de transmission communautaire est plus élevé. Les méthodes et les plans de mise en œuvre du programme des cours d'eau à la mer devront peut-être être modifiés pour s'aligner sur les nouveaux protocoles. Les décisions concernant le programme des cours d'eau à la mer et les méthodes de mise en œuvre seront prises par l'entrepreneur et le conseiller communautaire du MPO.

BESOINS EN MATIÈRE DE RESSOURCES

L'entrepreneur doit fournir les ressources suivantes :

- Un véhicule adapté au transport de matériel
- Équipement de terrain personnel
- Téléphone cellulaire pour communiquer avec les enseignants et le personnel du MPO

LIEU DE TRAVAIL

La majorité des activités de l'entrepreneur seront menées dans des salles de classe. L'entrepreneur doit également être prêt à travailler à l'extérieur dans toutes sortes de conditions météorologiques, et dans l'eau et près de l'eau. On s'attend à ce que l'entrepreneur effectue les travaux associés au présent contrat dans les écoles participantes, les écloseries, les sites sur le terrain ou dans son propre bureau.



Une liste des lieux de travail dans chaque zone géographique est présentée à l'**annexe 2 « Écoles (ou districts scolaires)** participant au programme des cours d'eau à la mer ». Le nombre d'écoles et de classes participantes, dans l'une ou l'autre des zones visées par le contrat, peut changer en tout temps. Si des écoles participantes abandonnent le programme, le conseiller communautaire peut, à sa discrétion, envisager de faire participer d'autres écoles.

LANGUE DE TRAVAIL

Les services fournis seront en anglais. La ressource doit maîtriser l'anglais à un niveau avancé.

Grille relative aux compétences linguistiques			
Niveau	Communication verbale	Compréhension	Communication écrite
De base	<p>Une personne qui s'exprime verbalement à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> poser des questions simples et y répondre; donner des instructions simples; donner des directives peu compliquées se rapportant à des situations habituelles liées au travail. 	<p>Une personne qui lit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> comprendre des textes très simples et saisir le thème principal de textes portant sur des sujets qui lui sont familiers; lire et comprendre des éléments d'information simples, tels que les dates, les chiffres ou les noms tirés de textes relativement plus complexes afin d'exécuter les tâches habituelles liées à l'emploi. 	<p>Une personne qui s'exprime par écrit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> écrire des mots isolés, des phrases, des questions ou des énoncés simples portant sur des sujets très familiers en utilisant des mots qui se rapportent au temps, aux lieux ou aux personnes.
Intermédiaire	<p>Une personne qui s'exprime verbalement à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> soutenir une conversation sur des sujets concrets; décrire des mesures prises; donner des instructions précises aux employés; donner des descriptions et des explications factuelles. 	<p>Une personne qui lit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> saisir le sens général de la plupart des textes concernant le travail; dégager des éléments d'information précis des textes; distinguer les idées principales et secondaires. 	<p>Une personne qui s'exprime par écrit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> maîtriser suffisamment la grammaire et le vocabulaire pour pouvoir transmettre de l'information explicite sur des sujets qui se rapportent au travail.
Avancé	<p>Une personne qui s'exprime verbalement à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> soutenir des points de vue; exprimer et comprendre des idées hypothétiques et conditionnelles. 	<p>Une personne qui lit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> comprendre la plupart des détails complexes, les idées implicites et les sous-entendus; bien comprendre les textes qui portent sur des questions spécialisées ou moins familières. 	<p>Une personne qui s'exprime par écrit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> rédiger de manière cohérente des textes élaborés et structurés.



FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE

Ce contrat ne comporte aucun déplacement. L'entrepreneur est tenu de fournir ses propres frais de transport et de subsistance dans les limites des paramètres du contrat.

COTE DE SÉCURITÉ

Le présent contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité; toutefois, puisque l'éducation des personnes d'âge mineur, en particulier les enfants, est un élément du présent contrat, l'entrepreneur et toute personne réalisant les travaux devront obtenir, **avant l'attribution du contrat, une cote de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en se soumettant à une vérification des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables, vérification qui sera effectuée par des agents de la GRC.**

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

1. Il incombe à l'entrepreneur de passer en revue les détails du plan de travail (annexe 1) en consultation avec le conseiller communautaire (CC) dans les quatre semaines suivant le début du contrat, et de prendre part aux mises à jour et aux révisions tout au long du contrat si le conseiller communautaire ou les besoins en matière de prestation et de coordination l'exigent.
2. Il incombe à l'entrepreneur de maintenir la communication avec le conseiller communautaire au sujet de l'avancement et des besoins en matière de soutien technique et d'équipement dans le cadre de réunions d'avancement pour toute la durée du contrat.
3. Il incombe à l'entrepreneur de communiquer avec le conseiller communautaire avant d'offrir un soutien technique sur des questions liées à la prestation ou à la coordination du programme des cours d'eau à la mer.
4. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les pratiques piscicoles sont conformes aux pratiques exemplaires de gestion du Programme de participation communautaire.
5. Il incombe à l'entrepreneur de fournir au conseiller communautaire les données sommaires sur les couvées liées au « permis pour l'utilisation d'un incubateur de salmonidés dans la salle de classe (SDSC) ».

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE PÊCHES ET OCÉANS CANADA

1. Le conseiller communautaire est la principale personne-ressource et détient le pouvoir décisionnel final en ce qui concerne les questions liées aux activités rémunérées aux termes du présent contrat.
2. Il incombe au conseiller communautaire de bien renseigner l'entrepreneur sur les exigences du RPA relativement à la mise en valeur communautaire et de lui fournir un permis de mise en valeur communautaire pour les projets qu'il exécute. Il incombe au conseiller communautaire de s'assurer que les conditions prescrites par le RPA, relativement à la délivrance d'un permis pour l'utilisation d'un incubateur de salmonidés dans la salle de classe (SDSC), sont respectées. Le personnel du MPO surveillera l'exécution conformément au RPA (listes de contrôle pour la surveillance de la gestion de la santé du poisson). Il incombe au conseiller communautaire de relever, de consigner et d'aider à résoudre les problèmes liés au défaut d'exécution conforme au RPA.



3. Il incombe au conseiller communautaire de fournir et d'approuver des modèles pour la tenue de registres biologiques.

4. Il incombe au conseiller communautaire de fournir des documents de référence à l'appui des objectifs du contrat, notamment le document d'orientation sur le programme Des cours d'eau à la mer, les manuels sur le Programme de mise en valeur des salmonidés (PMVS), les lignes directrices et les politiques biologiques du MPO ainsi que l'équipement nécessaire à l'atteinte des objectifs du contrat. Vous trouverez des détails à l'annexe 1.

Le conseiller communautaire et l'agent de passation des marchés doivent approuver toute modification apportée aux activités ou aux éléments livrables du contrat.



ANNEXE 1- Portée des travaux
Ressources documentaires et produits livrables

TITRE - Coordonnateur de l'éducation (CE) - Services de prestation et de coordination du programme du volet à la mer : Nanaimo-Ladysmith-Chemainus

LIEU DE TRAVAIL – District scolaire Vallée de Comox (DS 71), Rivière Campbell (DS 72), Rivière Campbell Francophone (DS 93)

Portée des Travaux

Activité	Calendrier Niveau d'effort (heures)	Activité/tâches du projet	Soutien du MPO	Produits livrables et rapports
Programme d'incubation en classe	<p>Contrat initial: 1er décembre 2022 – 31 juillet, 2023 Approx. (200 hres)</p> <p>Option de prolongation: 1. 1^{er} août 2023 – 31 juillet 2024 Approx. (300 hres)</p> <p>Option de prolongation: 2. 1^{er} août 2024 – 31 juillet 2025 Approx. (300 hres)</p>	<p>Au besoin pour les projets dans la région de Vallée de Comox (DS 71), Rivière Campbell (DS 72), Rivière Campbell Francophone (DS 93) et convenu avec le conseiller communautaire (CC).</p> <p>Organiser / encadrer / former / soutenir les coordonnateurs pour se préparer à la saison à venir, ainsi que, consulter et soutenir les coordonnateurs en cours de saison.</p> <p>Organiser et offrir des séances d'emploi aux enseignants pour les nouveaux participants.</p> <p>Maintenir des partenariats avec 3 districts scolaires, soutenir des projets d'écoles publiques, ainsi que des projets supplémentaires, et fournir un soutien technique / administratif pour tous les projets.</p> <p>Achetez et fournir tout l'équipement, les fournitures et le matériel de programme pour la zone assignée.</p>	<p>Document d'orientation du cours d'eau à la mer, Salmonidés dans la salle de classe (SDSC)</p> <p>Manuels des gardiens de cours d'eau et matériel et équipement de soutien</p> <p>Aquariums de classe et tout l'équipement connexe</p> <p>* PGE et licences RPA.</p> <p>Éléments de reconnaissance des enseignants.</p> <p>Oeufs de saumon et nourriture pour poissons.</p>	<p>3 - 5 séances en cours d'emploi, environ 30 participants</p> <p>Rapports d'étape mensuels : nombre de visites en classe, présentations fournies, résumé des opérations des aquariums pour s'assurer que les exigences en matière de PAR sont respectées.</p> <p>Rapport sommaire sur les couvées</p> <p>Contribuer annuellement à la mise à jour du manuel électronique pour 2 systèmes d'incubation.</p> <p>Jusqu'à 1470 œufs aux yeux livrés de 2 couvoirs à 40 projets sur une semaine.</p> <p>Rapport annuel comprenant tous les contacts/ les géniteurs incubateurs/ le nombre d'œufs/ alevins et les renseignements sur le cours d'eau du receveur.</p>



Activité	Calendrier Niveau d'effort (heures)	Activité/tâches du projet	Soutien du MPO	Produits livrables et rapports
		<p>Coordonner les livraisons d'œufs et suivre / soutenir les enseignants au besoin.</p> <p>Mettre à jour et tenir à jour les stocks d'œufs et d'alevins et d'équipement pour toutes les écoles.</p> <p>Évaluer les résultats du programme et tenir des dossiers. Tenir à jour une base de données de toutes les activités du projet, de l'équipement, des ressources documentaires et des participants au projet. Sur demande et à la fin de chaque année de contrat, fournir au conseiller communautaire (CC) ces documents.</p> <p>Coordonner les plans d'achat et les réparations et mises à niveau des refroidisseurs.</p> <p>Identifier les sites de libération pour les enseignants conformément au plan de production du CC et fournir une formation en cours d'emploi aux enseignants pour les libérations.</p> <p>Participer aux groupes de formation et de travail du MPO, tels qu'ils ont été définis par le CC.</p>		<p>Inventaire annuel de l'équipement *SDSC et du rapport de réparation du refroidisseur.</p>
Perfectionnement professionnel / Éducation /	Contrat initial: 1er décembre 2022 – 31 juillet, 2023	Faciliter, favoriser et encourager la communication et le transfert d'information en	Le *CC travaillera avec *CE (Coordonnateurs de l'enseignement) à l'élaboration et à	Mises à jour et rapports en résumé mensuel ou à la demande du



Activité	Calendrier Niveau d'effort (heures)	Activité/tâches du projet	Soutien du MPO	Produits livrables et rapports
Sensibilisation communautaire et liaison	<p>Approx. (36 hres)</p> <p>Option de prolongation:</p> <p>1. 1^{er} aout 2023 – 31 juillet 2024</p> <p>Approx. (55 hres)</p> <p>Option de prolongation:</p> <p>2. 1^{er} aout 2024 – 31 juillet 2025</p> <p>Approx. (55 hres)</p>	<p>assurant la liaison avec le personnel du MPO, le personnel du district scolaire et le coordonnateur du programme d'études du MPO. Informer le personnel du MPO des services internes et encourager leur participation.</p> <p>Offrir des séances en cours d'emploi et du soutien aux groupes d'enseignants.</p> <p>Fournir du matériel aux groupes au besoin</p> <p>Fournir des services techniques à l'appui des dissections de saumon et maintenir des trousse de dissection.</p> <p>Élaborer, examiner et mettre à jour le matériel et les ressources pédagogiques connexes au besoin.</p> <p>Participer à l'équipe d'éducation du secteur de la côte sud de Pêches et Océans Canada pour formuler des recommandations sur les changements à apporter au plan de prestation de l'éducation, examiner les ressources d'apprentissage proposées, évaluer et mettre à jour le plan de prestation du programme d'éducation des DSR, au besoin.</p> <p>Assister et soutenir les groupes communautaires dans leurs événements et activités de sensibilisation au besoin.</p>	<p>l'examen d'un processus au besoin.</p> <p>Présentations de documents d'information, panneaux d'affichage, espace de stand.</p> <p>Le CC fournira un soutien et le rangement des matériaux au besoin.</p>	conseiller communautaire (CC).
Exécution du programme des	Contrat initial: 1er décembre 2022 – 31	Au besoin pour les projets dans la zone *	Achat de fournitures/équipement de marquage	Mises à jour et rapports en résumé



Activité	Calendrier Niveau d'effort (heures)	Activité/tâches du projet	Soutien du MPO	Produits livrables et rapports
cours d'eau à la mer (y compris le marquage des collecteurs d'eaux pluviales, les excursions, les présentations et d'autres activités d'éducation sur les bassins versants	juillet, 2023 Approx. (90 hres) Option de prolongation: 1. 1 ^{er} aout 2023 – 31 juillet 2024 Approx. (135 hres) Option de prolongation: 2. 1 ^{er} aout 2024 – 31 juillet 2025 Approx. (135 hres)	Rivière Campbell (DS 72). Maintenir le réseau de soutien des partenaires communautaires dans la région Fournir de la formation, de l'équipement et un soutien logistique à tous les groupes intéressés par le *PSDS. Assurer la liaison avec le CC pour s'assurer que les fournitures sont achetées et distribuées au besoin.	d'assèchement des eaux pluviales au besoin, si les budgets le permettent. Soutien du CC et rangement des matériaux au besoin.	mensuel ou à la demande du CC.
Activités régionales	Contrat initial: 1er décembre 2022 – 31 juillet, 2023 Approx. (36 hres) Option de prolongation: 1. 1 ^{er} aout 2023 – 31 juillet 2024 Approx. (55 hres) Option de prolongation: 2. 1 ^{er} aout 2024 – 31 juillet 2025 Approx. (55 hres)	Contribuer et assister à des événements tels que la conférence régionale sur l'éducation du MPO, l'atelier sur les bénévoles communautaires du PMVS et l'événement de reconnaissance des bénévoles de la région de de la rivière Campbell	La fourniture d'informations, de fournitures et de matériel doit permettre de réaliser les tâches qui lui sont assignées.	Mises à jour et rapports en résumé mensuel ou à la demande du CC.



ANNEXE 1A - Glossaire

- * **CC** : Conseiller Communautaire
- * **PGE**: les pratiques exemplaires de gestion
- ***RPA**: Règlement du Pacifique sur l'aquaculture
- ***SDSC**: Les salmonidés dans la salle de classe
- * **CE**: Coordonnateurs de l'enseignement
- * **PMCEP**: Programme de marquage de collecteurs d'eaux pluviales
- * **PMVS** : Programme de mise en valeur des salmonidés



ANNEXE 1B - DISTRICT SCOLAIRE

**Vallée de Comox (DS 71), Rivière Campbell (DS 72), Rivière Campbell française (DS 93)
ÉCOLES DE LA FILIÈRE À LA MER**

District scolaire 71, 72, 93

Comprend le district scolaire **71, 72, 93** ainsi que les écoles indépendantes et les centres d'apprentissage dans la même région géographique. La participation au programme Stream to Sea peut varier ou changer pour inclure d'autres écoles dans la région géographique. Certaines écoles ont plusieurs aquariums *SDSC en fonctionnement.

DS 71

NIDES

DS 72

École Cedar
École élémentaire Cortes
École chrétienne CR
Ecole des Deux Monde
Jr Alternate à Robron
Laichwiltach à Cedar
Georgia Park Elementary
École élémentaire Ocean Grove
École élémentaire Oyster River
École élémentaire Penfield
École élémentaire Pinecrest
École élémentaire Quadra Island
Ripple Rock Élémentaire
École élémentaire Willow Point
École élémentaire Sandowne
École Sayward
Phoenix Middle School
École intermédiaire Southgate
École secondaire Carihi
École secondaire Timberline.
Écoles maternelles
École maternelle Humpty Dumpty
Headstart de la bande de Cape Mudge
Sweet Peas Préscolaire

DS 93

École Mer et Montagne



ANNEXE «B» BASE DE PAIEMENT

**Services d'exécution et de coordination des programmes du volet à la mer - la zone de la côte sud :
Vallée de Comox (DS 71), Rivière Campbell (DS 72), Rivière Campbell Francophone (DS 93)**

Pour la prestation de tous les services professionnels et de tous les coûts connexes (y compris le kilométrage, le carburant, l'hébergement et les frais de traversier) nécessaires à l'exécution des travaux requis.

A Période initiale du contrat : 1^{er} décembre 2022 – 31 juillet 2023				
N°	Activité	Estimation * du niveau maximal d'effort (heures)	Taux horaire	Coût total maximal tout inclus
1.	Programme d'incubation en salle de classe	200		_____ \$
2.	Perfectionnement professionnel/Scolarité Relations et liaison avec la communauté	36		_____ \$
3.	Exécution du programme des cours d'eau à la mer	90		_____ \$
4.	Activités régionales	36		_____ \$
Total partiel				_____ \$
Taxes applicables				_____ \$
Coût total maximal tout inclus				_____ \$

* L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

B Année de prolongation 1 : 1^{er} aout, 2023 – 31 juillet 2024				
No.	Activité	Estimation* du niveau maximal d'effort (heures)	Taux horaire	Coût total maximal tout inclus
1.	Programme d'incubation en salle de classe	300		_____ \$
2.	Perfectionnement professionnel/Scolarité Relations et liaison avec la communauté	55		_____ \$
3.	Exécution du programme des cours d'eau à la mer	135		_____ \$
4.	Activités régionales	55		_____ \$
Total partiel				_____ \$



Taxes applicables	_____ \$
Coût total maximal tout inclus	_____ \$

* L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

C Année de prolongation 2 : 1^{er} aout, 2024 – 31 juillet 2025				
No.	Activité	Estimation* du niveau maximal d'effort (heures)	Taux horaire	Coût total maximal tout inclus
1.	Programme d'incubation en salle de classe	300	_____ \$	_____ \$
2.	Perfectionnement professionnel/Scolarité Relations et liaison avec la communauté	55		_____ \$
3.	Exécution du programme des cours d'eau à la mer	135		_____ \$
4.	Activités régionales	55		
Total partiel				_____ \$
Taxes applicables				_____ \$
Coût total maximal tout inclus				_____ \$

* L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

Pour évaluation seulement	Prix total évalué
Table A \$ _____ + Table B \$ _____ + Table C \$ _____ =	\$ _____



ANNEXE «C» CRITÈRES D'ÉVALUATION

EXIGENCES IMPÉRATIVES DÈS LA PRÉSENTATION DE LA PROPOSITION

Les propositions seront évaluées en fonction des critères d'évaluation obligatoires détaillés dans le présent document. Pour qu'elles soient retenues aux fins d'une évaluation subséquente, les propositions présentées par les soumissionnaires doivent démontrer clairement qu'elles répondent à toutes les exigences obligatoires. Les propositions qui ne répondent pas aux critères obligatoires ne seront pas retenues.

Votre proposition DOIT clairement indiquée que vous rencontrez aux exigences impératives suivantes. Les propositions qui n'indiquent pas les informations suivantes seront rejetées automatiquement.

Le soumissionnaire doit inclure les tableaux ci-dessous pour chaque ressource proposée et indiquer où dans son offre l'information peut être trouvée.

No.	CRITÈRES OBLIGATOIRES	Répond au critères (✓)	Numéro de page de la proposition
CO1	<p>Le soumissionnaire/l'entreprise doit nommer le personnel de projet proposé à titre de ressource pour l'exécution des travaux décrits dans l'énoncé des travaux et fournir un ou des curriculum vitæ détaillés qui reflètent les connaissances/compétences techniques du personnel clé et/ou de l'équipe proposée.</p> <p>La description du projet doit également inclure les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom du client • la période de prestation du service • un aperçu détaillé des services fournis • les noms des personnes-ressources ainsi que leurs postes/titres et coordonnées (numéros de téléphone, adresses e-mail, etc.) à des fins de vérification. 		
CO2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que lui ou sa ressource proposée a fourni des services similaires à ceux qui sont indiqués dans l'énoncé des travaux. Pour démontrer leur expérience, les soumissionnaires doivent fournir des détails sur au moins deux (2) projets en cours ou réalisés au cours des cinq (5) dernières années précédant la date de clôture de la présente demande de propositions.</p> <p>La description du projet doit également inclure les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom du client • la période de prestation du service 		



	<ul style="list-style-type: none"> • un aperçu détaillé des services fournis • les noms des personnes-ressources ainsi que leurs postes/titres et coordonnées (numéros de téléphone, adresses e-mail, etc.) à des fins de vérification. 		
--	---	--	--

EXIGENCES COTÉES (EC)

N°	Critères techniques cotés par points	Nombre maximal de points possibles obtenus	N° de page de la proposition
EC1	<p>Le soumissionnaire a démontré qu'il comprend les exigences du travail, et a fourni un résumé de l'approche prévue pour la prestation et la coordination des activités décrites dans la portée des travaux du point de vue des antécédents biologiques du saumon et de ses besoins en matière d'habitat.</p> <p>La description du projet doit également inclure les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom du client • la période de prestation du service • un aperçu détaillé des services fournis • les noms des personnes-ressources ainsi que leurs postes/titres et coordonnées (numéros de téléphone, adresses e-mail, etc.) à des fins de vérification. <ol style="list-style-type: none"> 1. 5 points pour avoir fourni une proposition de plan de travail qui répondra aux besoins des activités contractuelles générales du programme de services de soutien biologique et technique, comme indiqué dans l'énoncé des travaux. 2. 5 points pour fournir les ressources proposées disponibles pour répondre aux besoins des activités contractuelles générales du programme de services de soutien biologique et technique, comme indiqué dans l'énoncé des travaux. 3. 5 points pour fournir un calendrier de plan de travail proposé, qui répondront aux besoins de prestation du programme de services de soutien biologique et technique tel qu'indiqué dans l'Énoncé des travaux. 4. 5 points pour l'identification des composantes saisonnières du calendrier de plan de travail; qui répondront aux besoins des activités contractuelles générales du programme de services de soutien biologique et technique tel qu'indiqué dans l'Énoncé des travaux 5. 5 points pour avoir fourni une description de la coordination des activités qui correspond au niveau d'effort décrit à l'annexe A – Portée des travaux. <p>(Minimum : 15 points)</p>	25	



N°	Critères techniques cotés par points	Nombre maximal de points possibles obtenus	N° de page de la proposition
EC2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer à l'aide des descriptions de projets, une expérience récente (au cours des 5 dernières années) avec les procédures de pisciculture, les méthodes d'évaluation des stocks de saumon, l'évaluation de l'habitat, les méthodes de restauration des cours d'eau et la prestation de programmes de formation technique, et la production de rapports:</p> <p>La description du projet doit également inclure les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• le nom du client• la période de prestation du service• un aperçu détaillé des services fournis• les noms des personnes-ressources ainsi que leurs postes/titres et coordonnées (numéros de téléphone, adresses e-mail, etc.) à des fins de vérification. <ol style="list-style-type: none">1. Procédures de pisciculture (5 points);2. Méthodes d'évaluation des stocks de saumon (5 points);3. Évaluations de l'habitat et méthodes de restauration des cours d'eau (5 points);4. Prestation de programmes d'enseignement technique et établissement de rapports (5 points); <p>(Minimum : 10 points)</p>	20	
EC3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer, à l'aide de descriptions de projet, une expérience récente de travail avec des groupes communautaires, des bénévoles, des Premières nations et des étudiants. (au cours des 5 dernières années).</p> <p>La description du projet doit également inclure les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• le nom du client• la période de prestation du service• un aperçu détaillé des services fournis• les noms des personnes-ressources ainsi que leurs postes/titres et coordonnées (numéros de téléphone, adresses e-mail, etc.) à des fins de vérification. <ol style="list-style-type: none">1. Pour l'enseignement de programmes d'éducation biotechnique à des groupes communautaires, des bénévoles, des Premières Nations ou des étudiants – 5 points.2. Former des personnes pour offrir des programmes d'éducation biotechnique à des groupes communautaires, des bénévoles, des Premières Nations ou des étudiants – 5 points.3. Offrir des ateliers biotechniques – 5 points.4. Organisation de sorties éducatives – 5 points.5. Fournir des présentations biotechniques – 5 points.	25	



N°	Critères techniques cotés par points	Nombre maximal de points possibles obtenus	N° de page de la proposition
	<p>Chaque projet cité pour démontrer cette expérience doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le but du projet; b) une description de la fréquence; c) Nombre de participants; d) de la durée; et e) du rôle précis des ressources proposées <p>(Minimum : 15 points)</p>		
EC4	<p>Le soumissionnaire a démontré qu'il possède de l'expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans les aspects techniques liés à l'exploitation et à l'entretien des salmonidés dans les incubateurs installés en classe (aquariums).</p> <p>La description du projet doit également inclure les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom du client • la période de prestation du service • un aperçu détaillé des services fournis • les noms des personnes-ressources ainsi que leurs postes/titres et coordonnées (numéros de téléphone, adresses e-mail, etc.) à des fins de vérification. <p>Chaque projet cité pour démontrer cette expérience doit inclure :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'entretien et la mise en place d'incubateurs (5 points); 2. la formation des nouveaux enseignants et des enseignants qui reviennent d'une absence (5 points); 3. le soutien aux enseignants (5 points); 4. les protocoles de remise à l'eau (5 points). <p>(Minimum : 10 points)</p>	20	
	Total	90	
	Minimum Score	50	



ANNEXE « D » À LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte l'un ou l'autre des instruments de paiement électronique suivants :

- carte d'achat MasterCard;
- Dépôt direct (national et international);